

Les organisations syndicales de salariés, lycéens et étudiants, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL FIDL réaffirment leur détermination à obtenir le retrait du projet de loi travail et à gagner de nouveaux droits.



Elles rappellent, une fois encore, que manifester est un droit et que les pouvoirs publics doivent garantir la sécurité des manifestants dont l'objectif est d'obtenir le retrait du projet de loi. Elles contestent la stratégie du maintien de l'ordre mise en place dans certains départements.

Après l'annonce du 49.3, elles interpellent les députés et les exhortent à rejeter ce projet de loi qui accentue la précarité, marque la remise en cause des conventions collectives, ruine les garanties collectives.

Elles demandent aux salariés dans les entreprises et les administrations d'amplifier la mobilisation pour obtenir le retrait du projet de loi.

jeudi 12 mai

à 14 heures
Place Denfert-Rochereau